



## AFFAIRES INTERNATIONALES

2. Paquin, Stéphane; Chaloux, Annie. **La doctrine Gérin-Lajoie : 50 ans d'actions internationales du Québec.** *Revue québécoise de droit international.* (Hors-série juin 2016), p. 1-250  
327.714 D637 2016  
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2IGyzJ>

« L'objectif de ce numéro spécial de la Revue québécoise de droit international est de faire un retour et un bilan de l'action internationale du Québec depuis l'énoncé de la doctrine Gérin-Lajoie en 1965, ainsi que d'aborder plusieurs thèmes d'importance pour l'avenir de la politique internationale du Québec. Ce numéro spécial, volontairement multidisciplinaire, réunit des juristes, des historiens, des politologues ainsi que des spécialistes de l'administration publique et de l'analyse des politiques publiques. »

## CONDITIONS SOCIALES

3. Crespo, Stéphane. **Qui fait partie du groupe des 10% dont le revenu est le plus élevé?** *Données sociodémographiques en bref.* Vol. 21, no 2 (février 2017), p. 1-9.  
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2GxfeV>

« Le présent article, basé principalement sur les données de l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR), vise d'une part à esquisser le portrait sociodémographique et socioprofessionnel des personnes appartenant au décile supérieur des revenus québécois en 2014; d'autre part, il vise à faire état de la place qu'occupe le Québec dans le décile supérieur des revenus canadiens. Au préalable, le revenu et la composition du revenu du décile supérieur sont examinés. »

## CULTURE

4. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. **Culture Urban Future. Global Report on culture for sustainable urban development.** Paris: UNESCO, 2016. 304 p.  
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2ILQaku>  
Résumé en français : <http://bit.ly/2ktidEc>

« Aucun développement ne pourra être durable sans inclure la culture, c'est-à-dire ce que nous sommes et ce qui façonne notre identité. Tel est le point de départ de ce vaste rapport que publie l'UNESCO dans le sillage de l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'organisation s'intéresse ici plus particulièrement aux villes qui, depuis des temps reculés, ont toujours joué un rôle clé dans le développement de la civilisation. Le rapport s'articule en trois parties principales. La première aborde le sujet par grandes zones géographiques et culturelles (huit au total). La deuxième propose une approche thématique en trois temps : les êtres humains, l'environnement et les politiques urbaines. Enfin, la troisième partie présente un ensemble de recommandations regroupées autour de ces thématiques, notamment : promouvoir la créativité et l'innovation dans le développement urbain grâce à la culture, améliorer la qualité des espaces publics en mettant en avant la culture et encourager la participation citoyenne par la culture et ainsi renforcer le rôle des communautés dans la gouvernance locale. »

## ÉCONOMIE

5. Joanis, Marcelin (sous la dir.). **Le défi des infrastructures.** Montréal;Québec: CIRANO;Presses de l'Université Laval, 2017. 453 p. (Le Québec économique; 6).  
330.971 405 Q3 2017

« Les organisations internationales sont formelles : tous les pays doivent investir davantage dans les infrastructures. L'objectif est de développer et d'entretenir un réseau d'infrastructures de pointe pour

soutenir la croissance économique. Pour les pays développés, il s'agit surtout de pallier le vieillissement d'infrastructures parfois plus que centenaires. Au Québec, ce défi est particulièrement aigu en raison de la réfection simultanée de nombreuses infrastructures construites dans les années 1960 et 1970. Ce sixième tome de la série *Le Québec économique* traite en profondeur les différentes facettes du défi des infrastructures dans le contexte d'une économie québécoise en faible croissance. Après avoir dressé un état des lieux de l'économie et du parc d'infrastructures québécoises, l'ouvrage aborde les effets économiques et le financement des infrastructures, l'entretien et la prévention, les marchés publics de la construction, ainsi que les infrastructures technologiques. »

## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

6. International Energy Agency. **World Energy Outlook 2016**. Paris: OECD/IEA, 2016. 667 p.

Disponible en ligne : <http://bit.ly/2lfSyTw>

Résumé en français : <http://bit.ly/2kn0kfd>

« Dans la dernière édition de son rapport annuel *World Energy Outlook*, l'Agence internationale de l'énergie pose 10 questions sur l'avenir de l'énergie en cette période d'après-COP21 et tente d'y répondre. Ainsi, sont tour à tour analysées, en envisageant divers scénarios, les problématiques suivantes : Le monde a-t-il réussi à briser le lien entre le développement économique, la demande en énergie et les émissions de CO<sub>2</sub>? Quels types d'énergie et quelles technologies seront privilégiées dans le nouvel ordre de l'après COP21? Existe-t-il une limite à la croissance des énergies renouvelables? Quelles actions entreprendre pour réussir à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels? Que pourrait faire le secteur de l'énergie pour réduire la pollution de l'air? Les investissements en énergie sont-ils dirigés au bon endroit? Comment les risques pour la sécurité énergétique évolueront-ils au cours des prochaines décennies? Sommes-nous sur la bonne voie vers un accès universel à l'énergie? Les investissements en énergies fossiles sont-ils réorientés vers les énergies renouvelables? Quelles sont les chances de réussite de la réforme de l'énergie dans le cas particulier du Mexique? »

## FEMMES

7. Bousquet, Danielle; Senac, Réjane; Badre, Marie-Pierre; Berthy, Michèle. **Quel partage du pouvoir entre les femmes et les hommes élu.e.s au niveau local ? État des lieux de la parité aux niveaux communal, intercommunal, départemental et régional**. France: Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, 2017. 92 p.

Disponible en ligne : <http://bit.ly/2kmWSRN>

« Ce rapport interroge le partage du pouvoir entre les élu.e.s au niveau local. Il observe, qu'en dépit des lois dites de la parité qui ont permis un partage des places, les femmes restent exclues des fonctions exécutives, où réside véritablement le pouvoir et où il n'existe pas de contraintes paritaires. Le HCE émet 10 recommandations pour mettre fin à l'exclusion des femmes des plus hautes instances décisionnelles afin de : garantir la parité à l'échelon intercommunal, aussi bien dans les conseils que dans les bureaux, aujourd'hui non visés par des obligations légales ; permettre le passage du partage des places au partage du pouvoir par l'élection d'un « tandem paritaire » à la tête des communes, départements et régions, composé du maire/de la maire et de sa/son adjoint.e ou d'un.e président.e et de sa/son premier.e vice président.e ; accélérer le renouvellement des élu.e.s en limitant le cumul des mandats dans le temps, au-delà de la limitation des mandats concomitants qui entrera en vigueur le 1er juin 2017. »

## LOBBYISME

8. Fraussen, Bert; Halpin, Darren. **Assessing the Composition and Diversity of the Australian Interest Group System.** *Australian Journal of Public Administration*. Vol. 75, no 4 (December 2016), p. 476-491.  
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2l4mNL6>

« Any democratic society requires mechanisms for citizens to have effective political voice. Clearly, political parties provide a key channel for expressing views and preferences. However, organised interests provide another important mechanism for such representation. A crucial question in this regard is whether the interest group system is capable of ensuring the representation of a variety of public and private interests. Resolving these debates requires data that map the terrain and also are attentive to organisational diversity. This article takes up this challenge through exploring the composition and diversity of the Australian system of organised interests, using a new data set based on the Directory of Australian Associations. This system-level approach delivers important insights into the nature of the Australian interest group system, as well as provides a framework for subsequent work interpreting and contextualising advocacy activities of particular groups, or lobbying dynamics in specific policy domains. »

## POLITIQUE

9. **25 idées pour réveiller la gauche.** *L'OBS*. No 2723 (12 au 18 janvier 2017), p. 24-40.

« Vingt-cinq idées qui toutes ne sont pas applicables en l'état, mais ont le mérite de susciter le débat. Allocation chômage universelle, taxation des robots, garantie de dix ans sur les appareils électroménagers ou mise en place d'un nouveau système de retraite... Parlons-en. Vingt-cinq idées aussi pour redonner un élan à la vie démocratique. À commencer par le tirage au sort des élus. Iconoclaste? Pour Aristote comme pour Montesquieu, ce mode de désignation était consubstantiel à la démocratie. Est-ce aujourd'hui une réponse adaptée pour combler le fossé entre le peuple et le monde politique? Cette coupure qui ne cesse de s'agrandir, qui nourrit les populismes et qui, si l'on n'y prête pas plus attention, pourrait bien finir par entraîner, cette fois-ci et pour de vrai, non seulement la fin de la social-démocratie, mais de la démocratie tout court. »

## POLITIQUE

10. Nootens, Geneviève. **La souveraineté populaire en Occident : communautés politiques, contestation et idées.** Québec: Presses de l'Université Laval, 2016. 189 p. (Diversité et démocratie).  
323.042 N819 2016

« Ce livre plonge dans l'histoire de l'idée de souveraineté populaire en Occident telle qu'elle a été façonnée par les luttes entre dirigeants et dirigés. Il propose qu'une analyse approfondie de la manière dont l'idée de souveraineté populaire naît d'une histoire politique de la contestation dans des entités politiques qui se transforment, et interagit avec celle-ci, permet de mieux en comprendre les trajectoires à notre époque. Pour ce faire, il faut mettre l'accent sur les conflits actuels entre dirigeants et dirigés, sur les processus de démocratisation, de même que sur les transformations de la relation entre la sphère publique et la sphère privée. »

## PROTECTEUR DU CITOYEN

11. Healy, Judith; Walton, Merrilyn. **Health Ombudsmen in Polycentric Regulatory Fields: England, New Zealand, and Australia.** *Australian Journal of Public Administration*. Vol. 75, no 4 (December 2016), p. 492-505.  
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2IGuL08>

« Health ombudsmen (health complaints commissioners), an unusual entity internationally, exist only in England, New Zealand, and the Australian states and territories. Established to respond to complaints from patients, the intention is to make health services and professionals more accountable to the public. Most cases are handled around the softer base of a regulatory pyramid, such as advice to complainants and requests to providers for an explanation and/or apology. Few cases escalate to investigations and prosecutions. Although the legal powers of some health ombudsmen to redress individual grievances have been strengthened, most lack the independent power to initiate an inquiry into systemic problems. To produce quality improvements, health ombudsmen need powers to require compliance from providers and to initiate inquiries. With the advent of new health sector regulators, health ombudsmen must negotiate their role and function within expanding networks of governance. »

Pour obtenir un de ces documents, communiquez avec la [Bibliothèque](#).

## GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, PARTIE 2

 [Haut](#)

[Accédez à ce numéro de la Gazette](#)

### LOIS 2016

- 109 Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs
- 114 Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux
- 125 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
- 220 Loi concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
- 222 Loi permettant la conversion de L'Assurance Mutuelle de l'Inter-Ouest et de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et leur fusion

Liste des projets de loi sanctionnés (9 décembre 2016)

### DÉCISIONS

Délégation de pouvoirs par le président-directeur général de l'Autorité des marchés financiers (Mod.)  
Régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction (Mod.)

### DÉCRETS ADMINISTRATIFS

- 16-2017 Octroi d'une aide financière sous forme d'une contribution financière non remboursable au montant maximal de 12 000 000 \$ à Générale Électrique du Canada par Investissement Québec
- 24-2017 Exercice des fonctions de certains ministres
- 25-2017 Nomination de madame Julie Camirand comme secrétaire de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
- 27-2017 Approbation du Plan d'exploitation 2016-2017 de La Financière agricole du Québec
- 28-2017 Nomination de madame Élane Grignon comme membre de la Commission de protection du territoire agricole du Québec
- 29-2017 Octroi à la Ville de Québec d'une subvention au montant de 7 000 000 \$
- 30-2017 Délivrance d'un certificat d'autorisation à la Compagnie minière IOC pour le programme décennal de dragage d'entretien de ses installations portuaires sur le territoire de la ville de Sept-Îles
- 31-2017 Versement à CO<sub>2</sub> Solutions inc. d'une subvention d'un montant maximal de 15 000 000 \$ au cours des exercices financiers 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 pour l'appui à la démonstration et au développement concernant le captage et la valorisation du carbone, dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

- 32-2017 Transfert au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles de l'autorité sur certaines terres du domaine de l'État situées dans le lit et en bordure de la rivière Sainte-Anne
- 33-2017 Versement au volet patrimoine minier du Fonds des ressources naturelles d'une partie des sommes perçues à titre de droits miniers
- 34-2017 Approbation des plans et devis de la Société Hydro-Canyon Saint-Joachim inc. pour le projet de construction du barrage de l'aménagement hydroélectrique Hydro-Canyon Saint-Joachim sur la rivière Sainte-Anne, ainsi qu'un contrat de location de la force hydraulique et d'octroi d'autres droits du domaine de l'État requis pour la construction, le maintien et l'exploitation de cet aménagement
- 35-2017 Approbation de l'Entente de services pour le développement de marché en intégration énergétique des procédés industriels et forage de données énergétiques entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada
- 36-2017 Engagement financier de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec en faveur de l'entreprise AV-TECH inc.
- 37-2017 Nomination d'un membre du conseil d'administration de l'École nationale d'administration publique
- 38-2017 Nomination d'une membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières
- 39-2017 Nomination de quatre membres du conseil d'administration de Retraite Québec
- 40-2017 Exercice de fonctions judiciaires des juges à la retraite de la Cour du Québec
- 41-2017 Désignation de monsieur le juge Yvan Nolet comme membre du Tribunal des droits de la personne
- 42-2017 Nomination de madame Karine Giguère comme juge de la Cour du Québec
- 43-2017 Nomination de monsieur Steve Guénard comme juge de la Cour du Québec
- 44-2017 Nomination de madame Sophie Lavergne comme juge de la Cour du Québec
- 45-2017 Nomination de madame Isabelle Grondin comme juge de la cour municipale de la Ville de Montréal
- 46-2017 Nomination de monsieur Francis Paradis comme juge de la cour municipale de la Ville de Montréal
- 47-2017 Nomination du vice-président et de trois membres de la Société québécoise d'information juridique
- 48-2017 Docteure Lyne Chouinard
- 49-2017 Approbation de l'Entente Canada-Québec pour la détention de personnes en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
- 50-2017 Modification de l'entente permettant la constitution du Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varenes
- 51-2017 Abrogation du décret numéro 24-2017 du 25 janvier 2017
- 52-2017 Comité de législation
- 53-2017 Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale
- 54-2017 Adjoint parlementaires
- 55-2017 Exercice des fonctions de la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministre responsable de la Stratégie numérique
- 56-2017 Nomination d'une personnalité étrangère à titre de membre de l'Ordre national du Québec
- 57-2017 Monsieur Yves Sylvain, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- 58-2017 Madame Anne-Marie Lepage, sous-ministre adjointe au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
- 59-2017 Nomination de M<sup>e</sup> Louise Cordeau comme membre et présidente du Conseil du statut de la femme
- 60-2017 Octroi d'une aide financière maximale de 4 367 215 \$ à la Société de la Place des Arts de Montréal, sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts de l'emprunt à long terme, dans le cadre du projet de transformation du Musée d'Art contemporain de Montréal
- 61-2017 Approbation de l'Entente Canada-Québec concernant le projet de transformation du Musée d'Art contemporain de Montréal
- 62-2017 Octroi d'une contribution financière non remboursable d'un montant maximal de 9 500 000 \$, pour les exercices financiers 2016-2017 à 2020-2021, à Aéro Montréal pour la mise en œuvre de l'initiative MACH-FAB 4.0
- 63-2017 Approbation de l'Accord de libre-échange canadien
- 65-2017 Nomination de la docteure Hélène Le Blanc comme membre médecin psychiatre à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affectée à la section des affaires sociales
- 66-2017 Renouvellement du mandat de monsieur Paul Marceau comme vice-président de la Régie de l'assurance maladie du Québec
- 67-2017 Composition et mandat de la délégation québécoise aux rencontres provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale du Forum des ministres responsables des services sociaux qui se tiendront les 2 et 3 février 2017

- 68-2017 Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 138, anciennement désignée rue Principale, et de ses intersections avec les rues Giroux, Bouchard, Lavoie, Côté, du Parc-Industriel et Girard, situées sur le territoire de la municipalité de Longue-Rive
- 69-2017 Versement d'une subvention à la Régie du bâtiment du Québec pour l'exercice financier 2016-2017
- 70-2017 Versement d'une subvention de 3 650 000 \$ à la Commission de la construction du Québec pour l'exercice financier 2016-2017
- 71-2017 Renouvellement du mandat de M<sup>e</sup> Marco Romani comme membre du Tribunal administratif du travail

 [Haut](#)

**Bonne lecture!**

**BIBLIOTHÈQUE**

ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC

ÉDIFICE PAMPHILE-LE MAY  
1035, RUE DES PARLEMENTAIRES  
QUÉBEC (QUÉBEC) G1A 1A3  
TÉL. : 418 643-4408

[bibliotheque@assnat.qc.ca](mailto:bibliotheque@assnat.qc.ca)

   [assnat.qc.ca/mediassociaux](http://assnat.qc.ca/mediassociaux)

\* Si vous ne souhaitez plus recevoir cette publication, il suffit de nous en aviser par [courriel](#).